



La Transnistrie : dernière bataille de l'Armée rouge, premier engagement de l'armée russe

L'éclaireur

Monsieur Corentin Curtenelle

Publié le 01/12/2018

Histoire & stratégie

Le conflit en Transnistrie, aussi appelé la « guerre du Dniestr », est l'une des premières crises qui traverse l'espace post-soviétique.

Alors que cette guerre est peu connue en Europe, dans la mesure où elle n'a pas bénéficié de la même médiatisation que celle de Yougoslavie, ses conséquences ont été majeures pour la Fédération de Russie, c'est pourquoi il faut se pencher sur les ressorts de cette crise. De prime abord, le conflit transnistrien pourrait avoir l'apparence d'une guerre ethnique, symptomatique de l'apparition de nouveaux États ; mais son origine est beaucoup plus complexe.

La Transnistrie et la Moldavie ont une histoire commune récente : les deux entités furent réunies en 1944, sous l'égide de l'Union soviétique. La Transnistrie s'est toujours retrouvée au carrefour des empires, ayant été successivement sous contrôle polonais, ottoman puis russe, et bénéficiant d'une autonomie très limitée. À l'inverse, la Moldavie, aussi appelée « Bessarabie », bien que n'ayant pas connu de réelle souveraineté, a toujours joui d'une certaine indépendance. La Transnistrie, à majorité composée de Slaves (Ukrainiens et Russes) en raison d'une politique de colonisation menée par les Tsars, a été favorisée par l'Union soviétique, au détriment de la Bessarabie, roumanophone et considérée comme peu « digne de confiance » : « si vous voulez être ministre, vous devez être au-delà du Dniestr »¹, affirmait ainsi un dicton populaire. C'est la raison pour laquelle, du côté moldave, cette perception d'inégalité fut considérée comme une véritable injustice par la population. Ce n'est que sous la glasnost (politique de transparence et d'ouverture), initiée par Mikhaïl Gorbatchev dans les années 1980, que la parole fut libérée et que les politiciens roumanophones moldaves eurent la possibilité d'accéder à davantage de responsabilités. De fait, le rapport de force au sein des institutions moldaves fut modifié : les russophones n'étaient désormais plus majoritaires. Une politique visant à favoriser la langue roumaine fut mise en place par ces nouveaux responsables politiques, à l'instar de la loi du 30 mars 1990 instaurant le roumain comme langue officielle d'État. Ces tensions, tout d'abord politiques, débouchèrent par la suite sur une guerre civile qui conduisit à la sécession de la Transnistrie vis-à-vis de la Moldavie. Néanmoins, comme dans tous les territoires d'ex-URSS, des unités soviétiques, puis russes, étaient stationnées en

Moldavie : pour le cas moldave, il s'agissait de la 14^e armée de la Garde. Cette unité fut très active pendant le conflit et ses actions eurent des conséquences sur tous les protagonistes, mais plus encore sur la Fédération de Russie.

La Transnistrie était certes toujours un territoire soviétique, mais les nouveaux dirigeants du Kremlin ne prêtèrent guère attention au conflit en cours, trop occupés qu'ils étaient à gérer la crise étatique profonde qui mettait alors le pays à genoux. Les événements de Transnistrie revêtirent toutefois plus d'importance pour l'armée qui, en pleine restructuration et choquée par la chute de l'Union soviétique, vit dans ce conflit un moyen de se redéfinir. En effet, l'armée soviétique, puis russe, était véritablement en lambeaux durant les années 1990. Si les forces stratégiques (arsenal nucléaire, missile balistique) avaient toujours fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités politiques, c'était bel et bien au détriment des forces conventionnelles. Ces forces avaient subi un déclassement significatif, à la suite de la défaite en Afghanistan et de la charge financière qu'elles représentaient pour un pouvoir politique qui entendait se décharger d'une partie du fardeau de la défense. Mais la crise transnistrienne donna l'occasion à la nouvelle armée russe de prouver son utilité.

La Pérestroïka, la Glasnost, et la réforme de l'armée soviétique

La perestroïka (restructuration) et la glasnost, réformes initiées par le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union Soviétique Mikhaïl Gorbatchev, ouvrent une période de libéralisation et de démocratisation. Cette « ère du facteur humain »², où l'individu devait retrouver toute sa place au sein du système, a aussi des conséquences sur l'armée rouge.

À l'époque, l'état de l'armée est déjà catastrophique, mais les réformes gorbatchéviennes en accélèrent le déclin. L'officier de carrière, dont la fonction était jadis prestigieuse, apparaît désormais comme un être désœuvré. Au-delà de devoir tenir des troupes de plus en plus récalcitrantes au service militaire, dans un contexte où les conditions d'exercices sont exécrables, beaucoup de militaires vivent en dessous du seuil de pauvreté, et près de 170 000 officiers ne possèdent pas de logements³. À ces problèmes internes, s'ajoute l'hostilité grandissante d'une population devenant de plus en plus pacifiste et antimilitariste⁴.

Cette piètre image est accentuée par le retour des unités stationnées hors d'Union soviétique. Par exemple, rien n'avait été prévu pour les familles des militaires projetés à l'étranger : sur les 300 familles que comptait un régiment de chars stationné en Hongrie et rapatrié, seules 18 d'entre elles disposaient d'un appartement à leur retour en URSS⁵.

En 1991, l'armée soviétique n'existe plus et l'armée russe n'est toujours pas créée : ainsi, l'état général des unités se détériore davantage. En 1992, au lendemain de la création des forces armées de la Fédération de Russie, près de 80 % des officiers sont obligés d'avoir un deuxième emploi afin de subvenir aux besoins de leurs familles⁶.

Mais cette dégradation de l'état des forces armées n'est pas simplement le résultat d'un manque de réactivité de la part des états-majors soviétiques, puis russes. En effet, la classe politique de l'Union soviétique déclinante et de la nouvelle Russie semble se désintéresser totalement du fait militaire. La création même d'une armée est alors sujette à débats. Cependant, les conflits qui éclatent dans la zone post-soviétique amènent les dirigeants à revoir leur point de vue sur leur armée.

La Transnistrie : une « petite » guerre qui a façonné les forces armées russes

Le conflit transnistrien est symptomatique des problèmes que connaît l'armée russe. En 1992, la 14^e armée ex-soviétique est toujours stationnée en Moldavie, sous le contrôle de la Communauté des États Indépendants (CEI), l'organisation regroupant la majorité des États issus de la dislocation de l'Union soviétique. Dans les faits, cette unité est autonome, et ce pour deux raisons. Premièrement, étant donné la réforme des forces armées, puisque dans un contexte de réorganisation du ministère de la Défense, les unités sont laissées à l'abandon. Deuxièmement, en raison de l'origine des soldats car la 14^e armée est majoritairement composée de personnels transnistriens. Ainsi, l'agression moldave est-elle considérée comme une atteinte directe aux foyers et familles de ces derniers.

La Transnistrie, de même que les autres conflits dans l'espace post-soviétique, ont généré un changement de mentalité au sein de l'armée russe. En termes d'image tout d'abord, puisque le conflit en Transnistrie est perçu comme une victoire, permettant aux officiers de « relever la tête »⁷ dans un contexte de déconsidération politique. Avec un bon commandement, ces unités volontaires et entraînées ont pu repousser, grâce à l'aide d'unités paramilitaires, une armée moldave assez importante. Cette guerre du Dniestr est aussi remarquable dans la mesure où elle alimente le changement de culture de l'armée russe, traditionnellement marquée par des manœuvres massives de chars et la recherche de la bataille décisive. Elle permet aux unités d'acquérir de l'expérience dans les combats dits modernes. La Transnistrie sera le point de départ de l'acquisition d'une vaste expérience dans le domaine du combat contre-insurrectionnel⁸, qui ne trouvera toutefois pas écho en Tchétchénie.

Alors que cette nouvelle armée russe est plongée dans une profonde crise identitaire, n'ayant plus de véritable menace désignée, le conflit en Transnistrie, ainsi que les autres « petites guerres » menées par la Russie, donnent aux forces une nouvelle mission: considérer « l'étranger proche » (les anciennes républiques formant l'URSS) à la fois comme une zone potentielle de conflit, mais aussi comme un espace d'un intérêt vital pour la Russie. Dès lors, l'armée russe a pour mission d'éteindre les conflits éclatant sur ces territoires, une approche approuvée par Boris Eltsine en 1993⁹.

De plus, à l'aune de la « guerre du Dniestr », l'armée russe commence à changer de doctrine d'emploi. En effet, les combats en Transnistrie montrent que l'utilisation des engins blindés lourds est peu pertinente. En revanche, les véhicules légers, capables de délivrer puissance de feu, protection et transport aux troupes, sont massivement utilisés des deux côtés. À l'époque, les unités russes, dont l'expérience en l'occurrence ne se limitait qu'à l'Afghanistan, n'étaient pas prêtes à ces nouveaux types de combats, reposant sur l'agilité.

L'état-major russe comprend alors qu'il est nécessaire de disposer d'unités entraînées, volontaires, aptes à intervenir rapidement. C'est ainsi qu'est émise l'idée de créer une force de réaction rapide, cependant très vite abandonnée¹⁰, au profit de la mise en place d'une « force d'action immédiate » reposant sur les unités déjà présentes sur les zones de conflits¹¹. L'expérience de la 14^e armée montre aussi que pour arrêter les combats, il faut une importante puissance de feu afin de décourager très vite l'adversaire¹². Un autre enseignement, quant à lui plutôt tiré du cas afghan, repose sur l'idée que le politique doit soutenir de manière constante l'action militaire. En effet, nombreux étaient les officiers qui pensaient que la défaite de 1988 en Afghanistan était due au manque de soutien du politique à l'égard des armées. Les interventions russes, notamment dans le cadre du maintien de la paix, s'articulent désormais autour du concept de « dissuasion par la punition »¹³, reposant sur la puissance et la crédibilité de l'outil militaire.

La Transnistrie a donc enclenché un changement dans la façon de combattre de l'armée russe. Ce n'est toutefois pas là son seul apport. En effet, ce conflit préfigure l'utilisation par le Kremlin de forces paramilitaires, dans le but de défendre ses intérêts. Si les unités soviétiques en Transnistrie ne sont intervenues activement qu'en juin-juillet de l'année 1992, elles ont toutefois aidé les forces séparatistes depuis au moins le mois de mars, en leur accordant un soutien armé et en ayant recours à de nombreux mercenaires¹⁴. Ce modèle de « guerre par procuration » a par la suite été réutilisé dans les différents conflits conduits par la Russie dans les années 1990 : au cours de la guerre russo-géorgienne de 2008, avec l'utilisation des séparatistes ossètes, ou en Ukraine et en Syrie, avec le recours d'entreprises de service de sécurité et de défense, à l'instar de « Wagner ».

De même, alors que le politique semble se désintéresser des différents conflits qui éclatent aux frontières de la Russie, c'est l'armée qui initie le principe de protection des minorités russophones à l'étranger, après la chute de l'URSS. Le général Lebed, envoyé commander la 14e armée en 1992, affirme ainsi à maintes reprises ce principe dans ses différents discours¹⁵, et crée de facto un précédent : la guerre en Transnistrie peut ainsi être considérée comme le premier conflit où la protection des Russes à l'étranger justifie l'intervention militaire.

Après presque trois années d'indécision quant à la politique extérieure de la Fédération de Russie, le conflit en Transnistrie et ceux qui suivent redéfinissent les priorités du nouvel État. Un consensus commence à se forger entre des élites politiques et militaires : la Russie devant avoir un rôle proactif dans les territoires post-soviétiques, le maintien de la paix est donc un outil permettant au Kremlin de sécuriser ses intérêts¹⁶. Moscou décline en somme la « doctrine Monroe » américaine au cas russe¹⁷, entendant faire des ex-républiques soviétiques une zone d'intérêt vitale pour la Russie. Les soldats de maintien de la paix seraient dorénavant perçus comme des forces pré positionnées, capables d'intervenir sur ces territoires en cas de menace.

La formation de cette arrière-cour russe passe par deux étapes, comme l'ont montré les événements de Transnistrie. Tout d'abord, il faut déployer l'armée russe sous couvert de la défense d'une minorité opprimée, ce qui engendre une déstabilisation du pays, cette déstabilisation ne permettant pas à ce dernier de répondre aux critères d'adhésion à des institutions occidentales comme l'OTAN. La pérennisation d'une présence, en l'occurrence par le maintien de la paix, permet une instabilité continue, profitable à la Russie. Afin de favoriser sa position d'hégémon dans la région, la Russie utilise le « maintien de la paix » qui se trouve être un savant mélange entre diplomatie et utilisation de la force, ce que prouve le cas transnistrien. Ainsi, l'opération de maintien de la paix apparaît-elle comme une simple séparation des combattants transnistriens et moldaves sur le terrain, semblable à la FINUL au Liban. En arrière-plan toutefois, la diplomatie joue un rôle très important. En effet, là où la plupart des missions de maintien de la paix entendent stabiliser la situation locale afin que le gouvernement central retrouve la pleine souveraineté sur son territoire, la Russie quant à elle cherche à conforter la position des séparatistes qui lui sont favorables, les forces russes sur place agissant comme un levier de pression.

En permettant de redéfinir son rôle dans le monde, la guerre du Dniestr fut capitale pour la Russie. Protéger ses intérêts sur les territoires de l'ancien empire soviétique lui a ainsi permis d'apparaître comme une puissance régionale, avec laquelle il fallait toujours compter. Ajouté à cette redéfinition des missions, le conflit fut essentiel pour les forces armées russes et la Fédération de Russie. Cette guerre a effectivement montré aux dirigeants que bien que la guerre froide fût achevée, les conflits locaux n'avaient pas disparu pour autant, bien au contraire.

Les soldats de la 14^e armée qui se sont battus en Transnistrie l'ont fait pour différentes raisons personnelles. L'arrivée du général Lebed aura permis d'offrir la victoire aux forces russes. Cependant, leurs efforts n'ont jamais été reconnus. Les soldats tombés ont été considérés comme tués lors d'exercices et le statut de vétéran ne leur a jamais été accordé. Ces soldats oubliés sont néanmoins importants pour l'armée russe d'aujourd'hui : ils ont participé au dernier combat de l'Union soviétique et au premier de la toute jeune armée russe¹⁸.

En conclusion

Les priorités stratégiques de Moscou ont donc été définies en fonction de ces conflits de l'espace post-soviétique, la Transnistrie étant le point de départ d'une nouvelle politique régionale visant à conserver les intérêts russes dans cette région. Face à l'expansion de l'OTAN, et plus tard de l'Union européenne, la dissuasion par la force apparaît comme le meilleur outil dont Moscou dispose afin de sécuriser son espace d'influence. Si cette « politique du bâton » a plus ou moins porté ses fruits, il faut cependant en relativiser les effets. Les partenariats militaires entre la Russie et les ex-républiques soviétiques sont fragiles, et les ambitions de l'OTAN en Géorgie ou en Asie Centrale montrent que Moscou ne peut pas tout contrôler.

La Transnistrie aura donc eu pour apport majeur de forger une doctrine militaire et sécuritaire russe. En ce qui concerne l'armée, celle-ci a su gérer une situation de crise, malgré ses capacités réduites. Si tous les problèmes sont loin d'avoir disparu en 1992, des officiers comme le général Lebed ont contribué à redonner confiance à l'armée dans sa capacité à pouvoir protéger les intérêts de la Russie. Même si les conflits post-soviétiques ne se ressemblent pas tous, ils auront permis à l'armée russe de modifier sa structure et sa façon de combattre. L'armée russe a donc été capable, grâce à la Transnistrie mais également aux autres conflits, d'accroître son efficacité de déploiement, le professionnalisme de ses chefs et de se préparer aux conflits modernes. Ces derniers ont formé des chefs dotés d'une solide expérience du combat, qui l'enseigneront aux nouvelles générations : c'est le cas de Vladimir Gourov, colonel pendant les opérations de maintien de la paix au Tadjikistan et en Abkhazie, et désormais maître de conférences à l'Institut tactique militaire. Ce conflit a enfin contribué à alimenter un courant nationaliste durable au sein de la population russe¹⁹.

1 Petru Negura, « La Transnistrie, origines d'un conflit gelé », dans Grotius International, 27 octobre 2011. https://grotius.fr/la-transnistrie-les-origines-dun-conflit-gele/#.W_KgS1OJJPY, consulté le 5.10.2018

2 Général Alexei Lizichiev, Cours du XXVII Congrès du PCUS, Moscou, Moscow Military Publisher, 1986, 112 pages.

3 Thierry Malleret et Murielle Delaporte, Les problèmes de l'armée soviétique : une restructuration indispensable, l'Armée Rouge face à la Perestroïka, Bruxelles, éditions Complexe, 1991, p. 60.

4 Robert B. Davis, « Perestroïka and Soviet Military personal », The land of Warfare Papers, n° 5, octobre 1990, p. 1-29, p. 11.

5 Thierry Malleret et Murielle Delaporte, op. cit., p. 61.

6 Hans-Henning Schröder, « Eine Armee in der Krise: Die russischen Streitkräfte 1992-93. Risikofaktor oder Garant politischer Stabilität? », Rapport de l'Institut fédéral d'études orientales et d'études internationales, p. 1-45.

7 Général Alexandre Lebed, Les mémoires d'un soldat, Monaco, Édition du Rocher, 1998, p. 173.

8 Anne.C Adlis et Roger N. McDermott, Russian Military Reform, 1992-2002, Routledge, 2003, p. 189.

- 9 Boris Eltsine discours choisis du président de la fédération de Russie du 28 février 1993 lors de la conférence de l'Union Civique, le président russe déclare que la cessation des conflits dans cette zone est une importance capitale.
- 10 Les moyens de la Russie ne permettaient pas de créer une telle force expéditionnaire.
- 11 Anne C. Adlis et Roger N. McDermott, op.cit., p. 129.
- 12 Dov Lynch (2003), « Post-Imperial Peacekeeping, Russia in the CIS », Norwegian Institute for Defence Studies, IFS Info 2/03,2003, p. 1-21, p. 9.
- 13 Pavel Baev, The Russian Army in a Time of Troubles, Oslo, PRIO, 1996, p. 138.
- 14 Emmaneul Dreyfus, « Les sociétés militaires privées en Russie : à l'Est quoi de nouveau ? », Notes de recherches de l'IRSEM, n° 63, 2018, p. 3.
- 15 Mikhail Suslov, « "Russian World" Russia's policy toward its diaspora », Notes de l'IFRI, n° 103, juillet 2017.
- 16 Dov Lynch, op.cit., p. 18.
- 17 Andranik Mygranian, 12 janvier 1994.
- 18 Andrei Koslov, 2015.
- 19 Lors des élections de 1996, le Général Lebed arrive en troisième position, signe que l'image de l'officier valeureux, héros et incorruptible résonnait encore dans la mentalité russe.

Titre : La Transnistrie : dernière bataille de l'Armée rouge, premier engagement de l'armée russe

Auteur(s) : Monsieur Corentin Curtenelle

Date de parution : 28/11/2018
